

**Convention sur la
diversité biologique**Distr.
GÉNÉRALEUNEP/CBD/COP/DEC/X/45
27 octobre 2010FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS**CONFÉRENCE DES PARTIES À LA
CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ
BIOLOGIQUE**

Dixième réunion

Nagoya, Japon, 18–29 octobre 2010

**DÉCISION ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA
DIVERSITÉ BIOLOGIQUE À SA DIXIÈME RÉUNION*****X/45. Administration de la Convention et budget du programme de travail pour
l'exercice biennal 2011-2012****La Conférence des Parties*

1. *Exprime sa gratitude* au gouvernement canadien, en tant que pays hôte de la Convention, pour son soutien très renforcé apporté au Secrétariat, et *se félicite* de la contribution annuelle à ce jour de 1 082 400 dollars versée en 2010 par le Canada et la province de Québec pour le fonctionnement du Secrétariat, qui sera majorée de 2% par an et dont 83,5% ont été alloués par an pour équilibrer les contributions des Parties à la Convention pour l'exercice biennal 2011-2012;

2. *Se félicite* de la contribution du Japon, présidence de la Conférence des Parties, à soutenir la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et d'autres décisions adoptés à la dixième réunion de la Conférence des Parties ;

3. *Appuie* les Arrangements administratifs révisés datés du 26 octobre 2010 passés entre le Programme des Nations unies pour l'environnement et la Convention sur la diversité biologique tels qu'ils figurent à l'annexe I ci-dessous, se réjouit de l'achèvement rapide de l'accord de service prévu dans ces Arrangements et *prie* le Secrétaire exécutif de rendre compte à la Conférence des Parties, par le biais de son Bureau, de l'application des Arrangements ;

4. *Invite* le Directeur exécutif du PNUE à rendre compte des Arrangements administratifs révisés au Conseil d'administration du Programme des Nations unies pour l'environnement lors de sa vingt-sixième session qui se tiendra à Nairobi du 21 au 25 février 2011 ;

/...

5. *Décide* que les fonds d'affectation spéciale (BY, BE, BZ et VB) de la Convention seront prorogés pour une période de deux ans, commençant le 1^{er} janvier 2012 et se terminant le 31 décembre 2013 et *prie* le Directeur exécutif du PNUE de demander l'approbation de cette prorogation au Conseil d'administration du PNUE;

6. *Approuve* un budget de base (fonds d'affectation spéciale BY) de 11 769 300 \$US pour l'année 2011 et de 12 989 700 \$US au titre de l'exercice 2012, ces fonds devant servir aux objets figurant aux tableaux 1a et 1b ci-dessous;

7. *Adopte* le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de 2011 et 2012, comme indiqué dans le tableau 6 ci-après ;

8. *Réaffirme* que la réserve du fonds de roulement s'élève à 5% des dépenses du budget de base (fonds d'affectation spéciale BY), y compris les coûts d'appui au programme;

9. *Constate avec préoccupation* qu'un certain nombre de Parties n'ont pas payé leurs contributions au budget de base (fonds d'affectation spéciale BY) pour 2009 et les années antérieures;

10. *Exhorte* les Parties qui n'ont pas encore payé leurs contributions au budget de base (fonds d'affectation spéciale BY) pour 2009 et les années antérieures, de le faire sans tarder, et *prie* le Secrétaire exécutif de publier et d'actualiser à intervalles réguliers les informations sur l'état des contributions des Parties aux fonds d'affectations spéciales de la Convention (BY, BE, BZ et VB);

11. *Décide* que, pour ce qui est des contributions exigibles à partir du 1^{er} janvier 2005, les Parties dont les contributions sont redevables depuis deux (2) ans ou plus ne pourront pas siéger au Bureau de la Conférence des Parties; cette mesure s'appliquera uniquement aux Parties qui ne sont pas au nombre des pays les moins avancés ou des petits Etats insulaires en développement ;

12. *Autorise* le Secrétaire exécutif à conclure des arrangements avec les Parties dont les contributions sont redevables depuis deux ans ou plus, afin de s'entendre sur un 'calendrier de paiements' et d'effacer tous les arriérés dans une période de six ans, en fonction de la situation financière de la Partie redevable, et de payer dans les délais impartis les futures contributions, et *prie* le Secrétaire exécutif de faire rapport sur l'exécution de tels arrangements à la prochaine réunion du Bureau et à la Conférence des Parties;

13. *Décide* qu'une Partie bénéficiant de l'arrangement prévu au paragraphe 12 ci-dessus et qui respecte les dispositions de cet arrangement dans leur intégralité ne sera pas concernée par les dispositions du paragraphe 11 ci-dessus;

14. *Invite* toutes les Parties à la Convention à noter que les contributions au budget de base du programme (BY) doivent être payées le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle ces contributions ont été prévues dans le budget, et à les payer promptement et *exhorte* les Parties en mesure de le faire, de régler, avant le 1^{er} décembre 2010 pour l'exercice 2011 et le 1^{er} octobre 2011 pour l'exercice 2012, les contributions prévues au tableau 6 ci-dessous (barème des quote-parts) et, à cet égard, *demande* que les Parties soient avisées des montants de leurs contributions le plus tôt possible dans l'année précédant l'année au titre de laquelle ces contributions sont exigibles;

15. *Autorise* le Secrétaire exécutif à transférer des ressources entre les programmes et chacune des principales lignes de crédit définies dans le tableau 1a ci-après, à hauteur maximum de 15% du budget du programme, sous réserve que soit appliqué un plafond additionnel maximum de 25% pour chacune de ces lignes de crédit;

16. *Convient* de répartir les frais des services du Secrétariat entre ceux qui sont communs à la Convention sur la diversité biologique et au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques selon la formule 85:15 pour la période biennale 2011-2012 ;

17. *Autorise* le Secrétaire exécutif à prendre des engagements à hauteur du budget approuvé, en puisant dans les ressources en espèces, y compris les soldes non dépensés, les contributions d'exercices financiers antérieurs et les recettes accessoires;

18. *Prend note* des estimations de financement du:

a) Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires (BE) à l'appui des activités approuvées pour l'exercice biennal 2011-2012 et fournies au tableau 3 ci-dessous ;

b) Fonds d'affectation spéciale (BZ) pour faciliter la participation des Etats Parties en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement, ainsi que les Parties à économie en transition, pendant l'exercice biennal 2011-2012, telles que déterminées par le Secrétaire exécutif et figurant au tableau 4 ci-après ;

et *exhorte* les Parties à verser des contributions à ces fonds ainsi qu'au Fonds d'affectation spéciale VB destiné à faciliter la participation des communautés autochtones et locales aux activités de la Convention (voir le tableau 5 ci-après) ;

19. *Exhorte* toutes les Parties et les Etats non Parties à la Convention, ainsi que les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales et d'autres sources, à verser des contributions aux fonds d'affectation spéciale approuvés de la Convention ;

20. *Réaffirme* l'importance de la participation pleine et active des Parties qui sont des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement, ainsi que des Parties à économie en transition, aux activités de la Conférence des Parties à la Convention et *prie* le Secrétaire exécutif de rappeler aux Parties la nécessité de verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires (BZ) au moins six mois avant les réunions ordinaires de la Conférence des Parties, en fonction des besoins financiers, et *exhorte* les Parties qui sont en mesure d'y contribuer de veiller à ce que leurs contributions soient versées au moins trois mois avant la réunion de la Conférence des Parties

21. *Approuve* le tableau des effectifs du Secrétariat pour le budget du programme, qui figure dans le tableau 2a ci-après ;

22. *Invite* les Parties, les gouvernements et les organisations à fournir au Secrétariat des ressources humaines hautement qualifiées ainsi que d'autres formes de soutien aux programmes de travail existants et à d'autres activités approuvées ;

23. *Note* qu'en préparation à l'entrée en vigueur du Protocole sur l'accès et le partage des avantages le personnel actuel chargé de servir le Protocole aura à être revu dans le budget de la période biennale 2013-2014 et renforcé ;

24. *Prie* le Secrétaire exécutif d'établir et de soumettre un budget pour le programme de travail de l'exercice biennal 2013-2014, aux fins de son examen par la Conférence des Parties à sa onzième réunion, et de fournir trois options au budget de programme de base fondées sur les scénarios suivants:

a) Une évaluation du taux de croissance nécessaire pour le budget-programme de base (fonds d'affectation spéciale BY) ;

b) Augmentation nominale du budget de base (Fonds BY) de 7,5% par rapport au niveau 2011-2012 en termes théoriques ;

c) Le maintien nominal du budget de base (Fonds d'affectation spéciale BY) au niveau de celui de 2011-2012 ;

et apporter des explications sur les différences en personnel et activités entre les différentes options et leurs retombées;

25. *Prend note* du rapport du Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/COP/10/INF/16) sur les avantages et les inconvénients de l'utilisation de la devise du pays hôte du Secrétariat ou du dollar américain pour les comptes et le budget du fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique ;

26. *Prie* le Secrétaire exécutif, nonobstant le besoin permanent d'un budget-programme, de se concerter avec le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) afin d'explorer la faisabilité d'une application du concept de gestion axée sur les résultats, et d'une budgétisation axée sur les résultats notamment, le cas échéant, aux travaux de la Convention, en tenant compte de la pratique du PNUE et d'autres organisations et d'en rendre compte à la onzième réunion de la Conférence des Parties ;

27. *Prie* le Secrétaire exécutif d'utiliser les indicateurs de mesure de l'exécution et de la performance fournis à l'annexe II de la présente décision en guise d'outil de gestion pour le Secrétariat et d'en rendre compte à la prochaine réunion de la Conférence des Parties.

Tableau 1a
Budget du Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique pour la période biennale 2011-2012

| Dépenses | 2011 <i>(milliers de \$US)</i> | 2012 <i>(milliers de \$US)</i> | TOTAL <i>(milliers de \$US)</i> |
|---|-----------------------------------|-----------------------------------|---|
| I Programmes | | | |
| Bureau du Secrétaire exécutif | 999,4 | 1 083,7 | 2 083,1 |
| Questions scientifiques, techniques et technologiques | 2 485,6 | 2 540,5 | 5 026,1 |
| Questions sociales, économiques et juridiques | 1 741,0 | 2 243,5 | 3 984,5 |
| Communication et grands groupes | 1 342,2 | 1 377,9 | 2 720,1 |
| Application et appui technique | 1 243,7 | 1 619,4 | 2 863,1 |
| Gestion des ressources et services de conférence | 2 612,0 | 2 630,4 | 5 242,4 |
| Total partiel (I) | 10 424,0 | 11 495,3 | 21 919,3 |
| II Coûts d'appui au programme 13% | 1 355,1 | 1 494,4 | 2 849,5 |
| III Réserve du fonds de roulement | (9,8) | | (9,8) |
| TOTAL GLOBAL (I + II + III) | 11 769,3 | 12 989,7 | 24 759,0 |
| | | 940,3 | |
| <i>Moins la contribution du pays hôte</i> | 921,9 | | 1 862,3 |
| TOTAL NET (montant à répartir entre les Parties) | 10 847,4 | 12 049,4 | 22 896,7 |

Tableau 1b

Budget biennal du Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique 2011-2012 (par dépense)

| Dépenses | | 2011 | 2012 | TOTAL |
|---|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | (milliers de \$US) | (milliers de \$US) | (milliers de \$US) |
| A. | Dépenses de personnel 1/ | 6 617,7 | 6 822,1 | 13 439,8 |
| B. | Dépenses du personnel APA (accès et partage des avantages) | 464,2 | 478,6 | 942,8 |
| C. | Réunions du Bureau | 115,3 | 177,8 | 293,1 |
| D. | Voyages en mission | 410,0 | 410,0 | 820,0 |
| E. | Consultants/sous-traitance | 100,0 | 100,0 | 200,0 |
| F. | Réunions 2/ 3/4/ | 1 050,0 | 18 40,0 | 2 890,0 |
| G. | Matériel d'information et de sensibilisation du public | 90,0 | 90,0 | 180,0 |
| H. | Assistance temporaire/heures supplémentaires | 105,0 | 105,0 | 210,0 |
| I. | Dépenses générales d'exploitation | 1 471,8 | 1 471,8 | 2943,6 |
| Total partiel (I) | | 10 424,0 | 11 495,3 | 21 919,3 |
| II | Coût d'appui au programme 13% | 1 355,1 | 1 494,4 | 2 849,5 |
| III | Réserve du fonds de roulement | (9,8) | | (9,8) |
| TOTAL GLOBAL (I + II + III) | | 11 769,3 | 12 989,7 | 24 759,0 |
| Moins la contribution du pays hôte | | 921,9 | 940,3 | 1862,3 |
| NET TOTAL (montant à répartir entre les Parties) | | 10 847,4 | 12 049,4 | 22 896,7 |

1/ dont 85% d'un poste P5; d'un poste P4; de 3 postes P3 et de 2 postes GS partagés avec le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques

2/ Les réunions prioritaires seront financées par le budget de base

- Quinzième et seizième réunions de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

- Quatrième réunion du Groupe de travail spécial sur l'examen de l'application de la Convention sur la diversité biologique

- Onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique

- Seconde réunion du Comité spécial intergouvernemental sur le Protocole ABS

3/ Septième réunion du Groupe de travail spécial sur l'Article 8 j) et les dispositions connexes financée sur le budget de contributions volontaires par l'Espagne et la Suède

3/ Première réunion du Comité spécial intergouvernemental sur le Protocole ABS financée sur le budget de contributions volontaires par le Japon

4/ Budget de la COP-11 réparti sur les deux années de la période biennale

Tableau 2a

Dotation du Secrétariat en personnel sur le budget de base (Fonds BY) pour la période biennale 2011-2012

| | 2011 | 2012 |
|--|-----------|-----------|
| Catégories professionnelle et supérieures | | |
| SGA | 1 | 1 |
| D-1 | 4 | 4 |
| P-5 | 3 | 3 |
| P-4 | 14 | 14 |
| P-3 | 7 | 7 |
| P-2 | 1 | 1 |
| Total catégories professionnelle et supérieures | 30 | 30 |
| Total catégorie des services généraux | 25 | 25 |
| TOTAL (A + B) | 55 | 55 |

Tableau 2b

Besoins en personnel du Secrétariat du Protocole ABS à financer sur le budget de base (Fonds BY) pour la période biennale 2011-2012*

| | 2011 | 2012 |
|--|----------|----------|
| Catégorie professionnelle | | |
| P-5 | 1 | 1 |
| P-3 | 1 | 1 |
| Total catégorie professionnelle | 2 | 2 |
| Total catégorie services généraux | 2 | 2 |
| TOTAL (A + B) | 4 | 4 |

* 1Administrateur de programme adjoint, P-2, chargé de l'accès et du partage des avantages à financer à partir du budget volontaire avec la contribution de l'Espagne

* Coûts de projet équivalant à un poste P4 (administrateur de programme) à financer à partir du budget volontaire avec la contribution du Japon.

Tableau 3

**BESOINS EN RESSOURCES DU FONDS D’AFFECTATION SPÉCIALE DE CONTRIBUTIONS
VOLONTAIRES (BE) À L’APPUI DES ACTIVITÉS APPROUVÉES POUR L’EXERCICE BIENNAL 2011-
2012**

(en milliers de dollars américains)

| I. Description | 2011-2012 |
|--|------------------|
| | \$US’000 |
| 1. Réunions/Ateliers | |
| Bureau du Secrétaire exécutif | |
| Réunions régionales (4) pour COP-11 – Services de conférence | 40 |
| Questions scientifiques, techniques et technologiques | |
| Diversité biologique des eaux intérieures | 160 |
| Diversité biologique marine et côtière | 400 |
| Diversité biologique des forêts | 340 |
| Aires protégées | 30 |
| Changements climatiques | 100 |
| Utilisation durable | 160 |
| Évaluations scientifiques | 30 |
| Stratégie mondiale pour la conservation des plantes | 60 |
| Objectifs et indicateurs | 80 |
| Espèces exotiques envahissantes | 60 |
| Initiative taxonomique mondiale | 60 |
| Ateliers sur la diversité biologique des eaux intérieures | 240 |
| Ateliers sur la diversité biologique marine et côtière | 600 |
| Ateliers sur la diversité biologique des forêts | 700 |
| Ateliers régionaux sur les aires protégées | 900 |
| Ateliers régionaux sur les évaluations scientifiques | 120 |
| Ateliers régionaux sur la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes | 300 |
| Ateliers régionaux sur l’Initiative taxonomique mondiale | 360 |
| Questions sociales, économiques et juridiques | |
| Réunion internationale d’experts sur les communautés locales | 60 |
| Réunion d’experts sur la coopération Sud-Sud | 75 |
| Villes et biodiversité – Réunion d’experts | 80 |
| Réunion internationale sur l’Article 10 et plus particulièrement son alinéa 10 c) | 100 |
| Ateliers régionaux : économie, commerce et mesures d’incitation | 450 |
| Ateliers régionaux et sous-régionaux de renforcement des capacités sur l’article 8j), l’article 10 et l’article 15 | 240 |
| Ateliers régionaux pour les opérateurs du tourisme relatif aux communautés autochtones et locales | 120 |
| Ateliers régionaux et sous-régionaux sur le développement du tourisme relatif aux communautés autochtones et locales | 60 |
| 7 ^{ème} réunion du Groupe de travail spécial sur l’Article 8 j) et les dispositions connexes I/ | 300 |
| Tourisme | 120 |
| Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages | |
| 1 ^{ère} réunion du Comité intergouvernemental spécial sur le Protocole de Nagoya 2/ | 450 |
| Ateliers régionaux et sous-régionaux de renforcement des capacités (6) pour l’application du régime international sur l’accès et le partage des avantages (2 en 2011 et 4 en 2012) | 480 |

| | |
|--|-------|
| Réunion d'experts sur l'accès et le partage des avantages (ABS) | 170 |
| Mise en œuvre, appui technique, communication et grands groupes | |
| Ateliers régionaux/sous-régionaux sur les SPANB | 2000 |
| Groupes d'experts sur la pauvreté et la biodiversité | 200 |
| Ateliers (2) sur l'établissement des rapports nationaux | 200 |
| Réunions (1) du Comité consultatif informel sur le Centre d'échange | 30 |
| Atelier régional sur le Plan d'action sexospécifique | 60 |
| Atelier régional - Services financiers | 380 |
| Réunion d'experts - Services financiers | 150 |
| Réunion d'experts sur le mécanisme de financement : orientations méthodologiques | 150 |
| Réunion d'experts – L'entreprise et la biodiversité | 150 |
| Atelier régional – L'entreprise et la biodiversité | 50 |
| CESP – réunions du Comité consultatif provisoire (2) | 60 |
| CESP - Ateliers régionaux (2/an) | 350 |
| 2. Personnel | |
| Administrateur de programmes (P-5) - Elimination de la pauvreté | 421 |
| Administrateur de programmes (P-4) – SPANB | 350 |
| Administrateur de programmes (P-4) - Plan d'action sexospécifique | 350 |
| Administrateur de programmes adjoint (P-2) - ART 8J | 214 |
| Administrateur de programmes adjoint (P-2) – Accès et partage des avantages 3/ | 214 |
| 3. Voyages en mission | |
| Eaux intérieures | 80 |
| Diversité biologique marine et côtière | 80 |
| Agriculture | 60 |
| Biocarburants | 50 |
| Villes et biodiversité | 15 |
| Forêts | 150 |
| L'entreprise et la biodiversité | 75 |
| Terres arides et sub-humides | 12 |
| Aires protégées | 30 |
| Changements climatiques | 96,5 |
| Aires durables | 20 |
| Evaluation scientifique | 20 |
| Espèces exotiques envahissantes | 20 |
| Réunions relatives au Centre d'échange | 15 |
| Ressources financières | 50 |
| Chargé de l'information pour partenariats aux grandes manifestations | 80 |
| Elimination de la pauvreté | 75 |
| Coopération Sud-Sud | 20 |
| Plan d'action sexospécifique | 30 |
| 4. Personnes ressources | |
| <i>Personnel sous contrat de courte durée/assistance temporaire</i> | |
| Agriculture | 199,5 |
| Stratégie mondiale pour la conservation des plantes | 120 |
| Eaux intérieures | 12 |
| Biocarburants | 66,5 |
| Forêts | 75 |

| | |
|--|-----|
| Espèces exotiques envahissantes | 18 |
| Changements climatiques | 20 |
| Utilisation durable | 60 |
| CESP – préparation de quatre numéros du magazine <i>Satoyama</i> | 120 |
| Plan stratégique | 90 |
| Diversité biologique marine et côtière | 130 |

Consultants

| | |
|---|-----|
| Eaux intérieures | 90 |
| Diversité biologique marine et côtière | 370 |
| Agriculture | 15 |
| Forêts | 180 |
| Terres arides et sub-humides | 11 |
| Montagnes | 12 |
| Aires protégées | 140 |
| Changements climatiques | 100 |
| Utilisation durable | 110 |
| Espèces exotiques envahissantes | 54 |
| Villes et biodiversité | 25 |
| Coopération Sud-Sud | 40 |
| Transfert de technologie (Analyse des lacunes) | 20 |
| Economie, commerce et mesures d'incitation | 10 |
| Rapports nationaux | 50 |
| Services financiers | 80 |
| Mécanisme de financement | 450 |
| L'entreprise et la biodiversité | 50 |
| Élimination de la pauvreté | 80 |
| Plan stratégique | 30 |
| Centre d'échange (création de site Internet et gestion de la documentation/connaissances) | 50 |
| Boîte à outils CESP – mise à jour– | 60 |
| Appui à la communication à travers les médias | 40 |
| Activités éducatives | 20 |

5. Publications/préparation des rapports/impression

| | |
|--|------|
| Eaux intérieures | 45 |
| Agriculture | 20 |
| Diversité biologique marine et côtière | 94 |
| Évaluations scientifiques | 60 |
| Forêts | 160 |
| Terres arides et sub-humides | 6 |
| Changements climatiques | 33.5 |
| Villes et biodiversité | 30 |
| Coopération Sud-Sud | 30 |
| Utilisation durable | 115 |
| L'entreprise et la biodiversité | 50 |
| Stratégie mondiale pour la conservation des plantes | 120 |
| Espèces exotiques envahissantes | 40 |
| Études de cas sur la diversité biologique insulaire / Boîte à outils pour le tourisme dans les aires protégées | 30 |
| Publications - Centre d'échange | 5 |

| | |
|---|-----|
| Matériel d'information dont réapprovisionnement des collections existantes et leur distribution | 120 |
| Matériels et activités d'éducation et de sensibilisation du public (Journée internationale de la biodiversité 2011 et 2012) | 30 |
| Plan stratégique | 60 |
| Elimination de la pauvreté | 85 |
| Plan d'action sexospécifique | 10 |
| Services financiers | 80 |

6. Activités

| | |
|--|------------------|
| Activités liées à l'accès et au partage des avantages (Projet d'application et de ratification) 2/ | 349,9 |
| Développement de la traduction de pages Web relatives à l'Article 8 j) et d'autres pages connexes | 170 |
| Soutien aux manifestations annuelles Partenariat insulaire mondial/tourisme et aux activités en marge de la 11 ^{ème} réunion de la Conférence des Parties | 10 |
| Elaboration d'outils et d'initiatives de sensibilisation et de renforcement de capacités | 80 |
| Stratégie de la Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique | 100 |
| Soutien à la communication aux médias | 40 |
| Traduction du site Internet et de la base de données dans les 6 langues des Nations Unies | 300 |
| Article 8 j) et dispositions connexes | 30 |
| Total partiel | 19 053,90 |
| <i>Coûts d'appui au programme 13%</i> | <i>2 477,10</i> |
| TOTAL GLOBAL | 21 530,91 |

1/ Financé par les gouvernements d'Espagne et de Suède

2/ Financé par le gouvernements du Japon

3/ Financé par le gouvernements d'Espagne

Tableau 4

**BESOINS EN RESSOURCES DU FONDS D’AFFECTATION SPÉCIALE DE CONTRIBUTIONS
VOLONTAIRES (BZ) POUR FACILITER LA PARTICIPATION DES PARTIES AU
PROCESSUS DE LA CONVENTION PENDANT L’EXERCICE BIENNAL 2011–2012**

| <i>Description</i> | <i>(en milliers de dollars US)</i> | <i>(en milliers de dollars US)</i> |
|--|--|--|
| | 2011 | 2012 |
| I. Réunions | | |
| Onzième réunion de la Conférence des Parties | | 1 000,0 |
| Réunions régionales en préparation de la Conférence des Parties (COP-11) | | 300,0 |
| Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques | 900,0 | 900,0 |
| Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l’examen de l’application de la Convention sur la diversité biologique | | 400,0 |
| Réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l’article 8 j) | 400,0 | |
| Comité intergouvernemental spécial du Protocole de Nagoya | 600,0 | 600,0 |
| Total partiel I | 1 900,0 | 3 200,0 |
| II. Coûts d’appui au programme (13%) | 247,0 | 416,0 |
| COÛT TOTAL I + II) | 2 147,0 | 3 616,0 |

Tableau 5

**BESOINS EN RESSOURCES DU FONDS D’AFFECTATION SPÉCIALE (VB) POUR
FACILITER LA PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET LOCALES AU
PROCESSUS DE LA CONVENTION PENDANT L’EXERCICE BIENNAL 2011-2012**

| <i>Description</i> | <i>(en milliers de dollars US)</i> | <i>(en milliers de dollars US)</i> |
|--|--|--|
| | 2011 | 2012 |
| I. Réunions | | |
| Soutien aux communautés autochtones et locales | 200,0 | 200,0 |
| Total partiel I | 200,0 | 200,0 |
| II. Coûts d’appui au programme (13%) | 26,0 | 26,0 |
| COÛT TOTAL (I + II) | 226,0 | 226,0 |

Tableau 6

**CONTRIBUTIONS AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE LA CONVENTION SUR LA
DIVERSITÉ BIOLOGIQUE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2011-2012**

| Pays membre | Barème des quote-parts des N.U. pour 2011 (%) | Barème assorti d'un plafond de 22% ; aucun PMA ne pais plus de 0,01 % (%) | Contributions au 1 ^{er} janvier 2011 \$US | Barème des quote-parts des N.U. pour 2012 (%) | Barème assorti d'un plafond de 22% ; aucun PMA ne pais plus de 0,01 % (%) | Contributions au 1 ^{er} janvier 2012 \$US | Total des contributions 2011-2012 \$US |
|-----------------------|---|---|--|---|---|--|--|
| Afghanistan | 0,004 | 0,005 | 542 | 0,004 | 0,005 | 603 | 1 145 |
| Afrique du Sud | 0,385 | 0,481 | 52 212 | 0,385 | 0,481 | 57 997 | 110 209 |
| Albanie | 0,010 | 0,013 | 1,356 | 0,010 | 0,013 | 1 506 | 2 863 |
| Algérie | 0,128 | 0,160 | 17,359 | 0,128 | 0,160 | 19 282 | 36 641 |
| Allemagne | 8,018 | 10,024 | 1 087 358 | 8,018 | 10,024 | 1 207 850 | 2 295 208 |
| Angola | 0,010 | 0,010 | 1,085 | 0,010 | 0,010 | 1 205 | 2 290 |
| Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,003 | 271 | 0,002 | 0,003 | 301 | 573 |
| Arabie saoudite | 0,830 | 1,038 | 112 560 | 0,830 | 1,038 | 125 033 | 237 593 |
| Argentine | 0,287 | 0,359 | 38,921 | 0,287 | 0,359 | 43 234 | 82 156 |
| Arménie | 0,005 | 0,006 | 678 | 0,005 | 0,006 | 753 | 1 431 |
| Australie | 1,933 | 2,417 | 262,143 | 1,933 | 2,417 | 291 192 | 553 335 |
| Autriche | 0,851 | 1,064 | 115,408 | 0,851 | 1,064 | 128 197 | 243 605 |
| Azerbaïdjan | 0,015 | 0,019 | 2,034 | 0,015 | 0,019 | 2 260 | 4 294 |
| Bahamas | 0,018 | 0,023 | 2,441 | 0,018 | 0,023 | 2 712 | 5 153 |
| Bahreïn | 0,039 | 0,049 | 5,289 | 0,039 | 0,049 | 5 875 | 11 164 |
| Bangladesh | 0,010 | 0,010 | 1,085 | 0,010 | 0,010 | 1 205 | 2 290 |
| Barbade | 0,008 | 0,010 | 1,085 | 0,008 | 0,010 | 1 205 | 2 290 |
| Belarus | 0,042 | 0,053 | 5,696 | 0,042 | 0,053 | 6 327 | 12 023 |
| Belgique | 1,075 | 1,344 | 145,786 | 1,075 | 1,344 | 161 941 | 307 726 |
| Belize | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Bénin | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Bhoutan | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Bolivie | 0,007 | 0,009 | 949 | 0,007 | 0,009 | 1 054 | 2 004 |
| Bosnie-Herzégovine | 0,014 | 0,018 | 1,899 | 0,014 | 0,018 | 2 109 | 4 008 |
| Botswana | 0,018 | 0,023 | 2,441 | 0,018 | 0,023 | 2 712 | 5 153 |
| Brésil | 1,611 | 2,014 | 218,475 | 1,611 | 2,014 | 242 685 | 461 160 |
| Brunei-Darussalam | 0,028 | 0,035 | 3,797 | 0,028 | 0,035 | 4 218 | 8 015 |
| Bulgarie | 0,038 | 0,048 | 5,153 | 0,038 | 0,048 | 5 724 | 10 878 |
| Burkina Faso | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Burundi | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Cambodge | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Cameroun | 0,011 | 0,014 | 1,492 | 0,011 | 0,014 | 1 657 | 3 149 |
| Canada | 3,207 | 4,009 | 434,916 | 3,207 | 4,009 | 483 110 | 918 026 |
| Cap-Vert | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Chili | 0,236 | 0,295 | 32,005 | 0,236 | 0,295 | 35 552 | 67 557 |
| Chine | 3,189 | 3,987 | 432,475 | 3,189 | 3,987 | 480 398 | 912 873 |
| Chypre | 0,046 | 0,058 | 6 238 | 0,046 | 0,058 | 6 930 | 13 168 |
| Colombie | 0,144 | 0,180 | 19,529 | 0,144 | 0,180 | 21 692 | 41 221 |
| Communauté européenne | 2,500 | 2,500 | 271 184 | 2,500 | 2,500 | 301 234 | 572 418 |

| Pays membre | Barème des quote-parts des N.U. pour 2011 (%) | Barème assorti d'un plafond de 22% ; aucun PMA ne pais plus de 0,01 % (%) | Contributions au 1 ^{er} janvier 2011 \$US | Barème des quote-parts des N.U. pour 2012 (%) | Barème assorti d'un plafond de 22% ; aucun PMA ne pais plus de 0,01 % (%) | Contributions au 1 ^{er} janvier 2012 \$US | Total des contributions 2011-2012 \$US |
|---------------------------------------|---|---|--|---|---|--|--|
| Comores | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Congo | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Cook (Îles) | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Costa Rica | 0,034 | 0,043 | 4 611 | 0,034 | 0,043 | 5 122 | 9 733 |
| Cote d'Ivoire | 0,010 | 0,013 | 1 356 | 0,010 | 0,013 | 1 506 | 2 863 |
| Croatie | 0,097 | 0,121 | 13 155 | 0,097 | 0,121 | 14 612 | 27 767 |
| Cuba | 0,071 | 0,089 | 9 629 | 0,071 | 0,089 | 10 696 | 20 324 |
| Danemark | 0,736 | 0,920 | 99 812 | 0,736 | 0,920 | 110 873 | 210 685 |
| Djibouti | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Dominique | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Egypte | 0,094 | 0,118 | 12 748 | 0,094 | 0,118 | 14 160 | 26 908 |
| El Salvador | 0,019 | 0,024 | 2 577 | 0,019 | 0,024 | 2 862 | 5 439 |
| Emirats arabes unis | 0,391 | 0,489 | 53 025 | 0,391 | 0,489 | 58 901 | 111 926 |
| Equateur | 0,040 | 0,050 | 5 425 | 0,040 | 0,050 | 6 026 | 11 450 |
| Erythree | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Espagne | 3,177 | 3,972 | 430 848 | 3,177 | 3,972 | 478 591 | 909 438 |
| Estonie | 0,040 | 0,050 | 5 425 | 0,040 | 0,050 | 6 026 | 11 450 |
| Ethiopie | 0,008 | 0,010 | 1 085 | 0,008 | 0,010 | 1 205 | 2 290 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 0,007 | 0,009 | 949 | 0,007 | 0,009 | 1 054 | 2 004 |
| Fédération de Russie | 1,602 | 2,003 | 217 255 | 1,602 | 2,003 | 241 329 | 458 584 |
| Fidji | 0,004 | 0,005 | 542 | 0,004 | 0,005 | 603 | 1 145 |
| Finlande | 0,566 | 0,708 | 76 758 | 0,566 | 0,708 | 85 264 | 162 021 |
| France | 6,123 | 7,655 | 830 368 | 6,123 | 7,655 | 922 383 | 1 752 751 |
| Gabon | 0,014 | 0,018 | 1 899 | 0,014 | 0,018 | 2 109 | 4 008 |
| Gambie | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Géorgie | 0,006 | 0,008 | 814 | 0,006 | 0,008 | 904 | 1 718 |
| Ghana | 0,006 | 0,008 | 814 | 0,006 | 0,008 | 904 | 1 718 |
| Grèce | 0,691 | 0,864 | 93 710 | 0,691 | 0,864 | 104 094 | 197 804 |
| Grenade | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Guatemala | 0,028 | 0,035 | 3 797 | 0,028 | 0,035 | 4 218 | 8 015 |
| Guinée | 0,002 | 0,003 | 271 | 0,002 | 0,003 | 301 | 573 |
| Guinée équatoriale | 0,008 | 0,010 | 1 085 | 0,008 | 0,010 | 1 205 | 2 290 |
| Guinée-Bissau | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Guyana | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Haiti | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Honduras | 0,008 | 0,010 | 1 085 | 0,008 | 0,010 | 1 205 | 2 290 |
| Hongrie | 0,291 | 0,364 | 39 464 | 0,291 | 0,364 | 43 837 | 83 301 |
| Inde | 0,534 | 0,668 | 72 418 | 0,534 | 0,668 | 80 443 | 152 861 |
| Indonésie | 0,238 | 0,298 | 32 276 | 0,238 | 0,298 | 35 853 | 68 129 |
| Irak | 0,020 | 0,025 | 2 712 | 0,020 | 0,025 | 3 013 | 5 725 |
| Iran (République islamique d') | 0,233 | 0,291 | 31 598 | 0,233 | 0,291 | 35 100 | 66 698 |
| Irlande | 0,498 | 0,623 | 67 536 | 0,498 | 0,623 | 75 020 | 142 556 |
| Islande | 0,042 | 0,053 | 5 696 | 0,042 | 0,053 | 6 327 | 12 023 |
| Israël | 0,384 | 0,480 | 52 076 | 0,384 | 0,480 | 57 847 | 109 923 |

| Pays membre | Barème des quote-parts des N.U. pour 2011 (%) | Barème assorti d'un plafond de 22% ; aucun PMA ne pais plus de 0,01 % (%) | Contributions au 1 ^{er} janvier 2011 \$US | Barème des quote-parts des N.U. pour 2012 (%) | Barème assorti d'un plafond de 22% ; aucun PMA ne pais plus de 0,01 % (%) | Contributions au 1 ^{er} janvier 2012 \$US | Total des contributions 2011-2012 \$US |
|-------------------------------|---|---|--|---|---|--|--|
| Italie | 4,999 | 6,250 | 677 937 | 4,999 | 6,250 | 753 061 | 1 430 999 |
| Jamahiriya arabe libyenne | 0,129 | 0,161 | 17 494 | 0,129 | 0,161 | 19 433 | 36 927 |
| Jamaïque | 0,014 | 0,018 | 1 899 | 0,014 | 0,018 | 2 109 | 4 008 |
| Japon | 12,530 | 15,665 | 1 699 251 | 12,530 | 15,665 | 1 887 549 | 3 586 800 |
| Jordanie | 0,014 | 0,018 | 1 899 | 0,014 | 0,018 | 2 109 | 4 008 |
| Kazakhstan | 0,076 | 0,095 | 10 307 | 0,076 | 0,095 | 11 449 | 21 756 |
| Kenya | 0,012 | 0,015 | 1 627 | 0,012 | 0,015 | 1 808 | 3 435 |
| Kiribati | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Kuwait | 0,263 | 0,329 | 35 667 | 0,263 | 0,329 | 39 619 | 75 286 |
| Kyrgyzistan | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Lesotho | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Lettonie | 0,038 | 0,048 | 5 153 | 0,038 | 0,048 | 5 724 | 10 878 |
| Liban | 0,033 | 0,041 | 4 475 | 0,033 | 0,041 | 4 971 | 9 446 |
| Liberia | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Liechtenstein | 0,009 | 0,011 | 1 221 | 0,009 | 0,011 | 1 356 | 2 576 |
| Lithuanie | 0,065 | 0,081 | 8 815 | 0,065 | 0,081 | 9 792 | 18 607 |
| Luxembourg | 0,090 | 0,113 | 12 205 | 0,090 | 0,113 | 13 558 | 25 763 |
| Madagascar | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Malawi | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Malaysie | 0,253 | 0,316 | 34 310 | 0,253 | 0,316 | 38 113 | 72 423 |
| Maldives | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Mali | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Malte | 0,017 | 0,021 | 2 305 | 0,017 | 0,021 | 2 561 | 4 866 |
| Maroc | 0,058 | 0,073 | 7 866 | 0,058 | 0,073 | 8 737 | 16 603 |
| Marshall (Îles) | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Maurice | 0,011 | 0,014 | 1 492 | 0,011 | 0,014 | 1 657 | 3 149 |
| Mauritanie | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Mexique | 2,356 | 2,945 | 319 508 | 2,356 | 2,945 | 354 913 | 674 421 |
| Micronésie (Etats fédérés de) | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Monaco | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Mongolie | 0,002 | 0,003 | 271 | 0,002 | 0,003 | 301 | 573 |
| Monténégro | 0,004 | 0,005 | 542 | 0,004 | 0,005 | 603 | 1 145 |
| Mozambique | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Myanmar | 0,006 | 0,008 | 814 | 0,006 | 0,008 | 904 | 1 718 |
| Namibie | 0,008 | 0,010 | 1 085 | 0,008 | 0,010 | 1 205 | 2 290 |
| Nauru | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Népal | 0,006 | 0,008 | 814 | 0,006 | 0,008 | 904 | 1 718 |
| Nicaragua | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Niger | 0,002 | 0,003 | 271 | 0,002 | 0,003 | 301 | 573 |
| Nigeria | 0,078 | 0,098 | 10 578 | 0,078 | 0,098 | 11 750 | 22 328 |
| Niue | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Norvège | 0,871 | 1,089 | 118 120 | 0,871 | 1,089 | 131 209 | 249 330 |
| Nouvelle-Zélande | 0,273 | 0,341 | 37 023 | 0,273 | 0,341 | 41 125 | 78 148 |
| Oman | 0,086 | 0,108 | 11 663 | 0,086 | 0,108 | 12 955 | 24 618 |

| Pays membre | Barème des quote-parts des N.U. pour 2011 (%) | Barème assorti d'un plafond de 22% ; aucun PMA ne pais plus de 0,01 % (%) | Contributions au 1 ^{er} janvier 2011 \$US | Barème des quote-parts des N.U. pour 2012 (%) | Barème assorti d'un plafond de 22% ; aucun PMA ne pais plus de 0,01 % (%) | Contributions au 1 ^{er} janvier 2012 \$US | Total des contributions 2011-2012 \$US |
|---|---|---|--|---|---|--|--|
| Ouganda | 0,006 | 0,008 | 814 | 0,006 | 0,008 | 904 | 1 718 |
| Ouzbékistan | 0,010 | 0,013 | 1 356 | 0,010 | 0,013 | 1 506 | 2 863 |
| Pakistan | 0,082 | 0,103 | 11 120 | 0,082 | 0,103 | 12 353 | 23 473 |
| Palau | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Panama | 0,022 | 0,028 | 2 984 | 0,022 | 0,028 | 3 314 | 6 298 |
| Papouasie-Nouvelle Guinée | 0,002 | 0,003 | 271 | 0,002 | 0,003 | 301 | 573 |
| Paraguay | 0,007 | 0,009 | 949 | 0,007 | 0,009 | 1 054 | 2 004 |
| Pays-Bas | 1,855 | 2,319 | 251 565 | 1,855 | 2,319 | 279 442 | 531 007 |
| Perou | 0,090 | 0,113 | 12 205 | 0,090 | 0,113 | 13 558 | 25 763 |
| Philippines | 0,090 | 0,113 | 12 205 | 0,090 | 0,113 | 13 558 | 25 763 |
| Pologne | 0,828 | 1,035 | 112 289 | 0,828 | 1,035 | 124 732 | 237 021 |
| Portugal | 0,511 | 0,639 | 69 299 | 0,511 | 0,639 | 76 978 | 146 277 |
| Qatar | 0,135 | 0,169 | 18 308 | 0,135 | 0,169 | 20 337 | 38 645 |
| République arabe syrienne | 0,025 | 0,031 | 3 390 | 0,025 | 0,031 | 3 766 | 7 156 |
| République centrafricaine | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| République de Corée | 2,260 | 2,825 | 306 489 | 2,260 | 2,825 | 340 452 | 646 941 |
| République de Moldova | 0,002 | 0,003 | 271 | 0,002 | 0,003 | 301 | 573 |
| République démocratique du Congo | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| République démocratique et populaire de Corée | 0,007 | 0,009 | 949 | 0,007 | 0,009 | 1 054 | 2 004 |
| République démocratique et populaire lao | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| République dominicaine | 0,042 | 0,053 | 5 696 | 0,042 | 0,053 | 6 327 | 12 023 |
| République tchèque | 0,349 | 0,436 | 47 329 | 0,349 | 0,436 | 52 574 | 99 904 |
| République-Unie de Tanzanie | 0,008 | 0,010 | 1 085 | 0,008 | 0,010 | 1 205 | 2 290 |
| Roumanie | 0,177 | 0,221 | 24 004 | 0,177 | 0,221 | 26 664 | 50 667 |
| Royaume-Uni de Grande Breatagne d'Irlande du Nord | 6,604 | 8,256 | 895 599 | 6,604 | 8,256 | 994 842 | 1 890 441 |
| Rwanda | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Saint Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Saint Vincent-et-Grenadines | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Sainte-Lucie | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Samoa | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| San Marin | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Sao Tome-et-Principe | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Sénégal | 0,006 | 0,008 | 814 | 0,006 | 0,008 | 904 | 1 718 |
| Serbie | 0,037 | 0,046 | 5 018 | 0,037 | 0,046 | 5 574 | 10 592 |
| Seychelles | 0,002 | 0,003 | 271 | 0,002 | 0,003 | 301 | 573 |
| Sierra Leone | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Singapour | 0,335 | 0,419 | 45 431 | 0,335 | 0,419 | 50 465 | 95 896 |
| Slovaquie | 0,142 | 0,178 | 19 257 | 0,142 | 0,178 | 21 391 | 40 648 |
| Slovénie | 0,103 | 0,129 | 13 968 | 0,103 | 0,129 | 15 516 | 29 484 |
| Solomon (Îles) | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Somalie | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Soudan | 0,010 | 0,010 | 1 085 | 0,010 | 0,010 | 1 205 | 2 290 |

| Pays membre | Barème des quote-parts des N.U. pour 2011 (%) | Barème assorti d'un plafond de 22% ; aucun PMA ne pais plus de 0,01 % (%) | Contributions au 1 ^{er} janvier 2011 \$US | Barème des quote-parts des N.U. pour 2012 (%) | Barème assorti d'un plafond de 22% ; aucun PMA ne pais plus de 0,01 % (%) | Contributions au 1 ^{er} janvier 2012 \$US | Total des contributions 2011-2012 \$US |
|-------------------|---|---|--|---|---|--|--|
| Sri Lanka | 0,019 | 0,024 | 2 577 | 0,019 | 0,024 | 2 862 | 5 439 |
| Suède | 1,064 | 1,330 | 144 294 | 1,064 | 1,330 | 160 283 | 304 577 |
| Suisse | 1,130 | 1,413 | 153 245 | 1,130 | 1,413 | 170 226 | 323 470 |
| Surinam | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Swaziland | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| Tadjikistan | 0,002 | 0,003 | 271 | 0,002 | 0,003 | 301 | 573 |
| Tchad | 0,002 | 0,003 | 271 | 0,002 | 0,003 | 301 | 573 |
| Thaïlande | 0,209 | 0,261 | 28 343 | 0,209 | 0,261 | 31 484 | 59 828 |
| Timor-Leste | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Togo | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Tonga | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Trinité-et-Tobago | 0,044 | 0,055 | 5 967 | 0,044 | 0,055 | 6 628 | 12 595 |
| Tunisie | 0,030 | 0,038 | 4 068 | 0,030 | 0,038 | 4 519 | 8 588 |
| Turkménistan | 0,026 | 0,033 | 3 526 | 0,026 | 0,033 | 3 917 | 7 443 |
| Turquie | 0,617 | 0,771 | 83 674 | 0,617 | 0,771 | 92 946 | 176 621 |
| Tuvalu | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Ukraine | 0,087 | 0,109 | 11 798 | 0,087 | 0,109 | 13 106 | 24 904 |
| Uruguay | 0,027 | 0,034 | 3 662 | 0,027 | 0,034 | 4 067 | 7 729 |
| Vanuatu | 0,001 | 0,001 | 136 | 0,001 | 0,001 | 151 | 286 |
| Venezuela | 0,314 | 0,393 | 42 583 | 0,314 | 0,393 | 47 302 | 89 885 |
| Vietnam | 0,033 | 0,041 | 4 475 | 0,033 | 0,041 | 4 971 | 9 446 |
| Yemen | 0,010 | 0,010 | 1 085 | 0,010 | 0,010 | 1 205 | 2 290 |
| Zambie | 0,004 | 0,005 | 542 | 0,004 | 0,005 | 603 | 1 145 |
| Zimbabwe | 0,003 | 0,004 | 407 | 0,003 | 0,004 | 452 | 859 |
| | | | | | | | |
| TOTAL | 80,495 | 100,000 | 10 847 360 | 80,495 | 100,000 | 12 049 378 | 22 896 738 |

ARRANGEMENTS ADMINISTRATIFS RÉVISÉS

entre le

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)

et le

SECRETARIAT DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (CDB)

Le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (Directeur exécutif) et le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique (Secrétaire exécutif):

Rappelant les conditions de l'offre du Directeur exécutif d'accueillir le Secrétariat permanent de la Convention sur la diversité biologique en date du 8 juillet 1994 et figurant dans le document UNEP/CBD/COP/1/9 (6 octobre 1994),

Rappelant également le paragraphe 1 de sa décision I/4, dans laquelle elle a désigné le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour assurer les fonctions de Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique tout en garantissant son autonomie pour qu'il puisse s'acquitter des fonctions énumérées à l'article 24 de la Convention sur la diversité biologique,

Rappelant également la décision 18/36 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement du 26 mai 1995 dans laquelle le Conseil accueillait avec satisfaction la nomination du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour assurer les fonctions de Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et notait qu'il garantissait à celui-ci une autonomie pour qu'il puisse s'acquitter des fonctions énumérées à l'article 24 de la Convention sur la diversité biologique,

Informé de la décision II/19 de la seconde réunion de la Conférence des Parties qui acceptait l'offre du Canada d'accueillir le Secrétariat permanent de la Convention sur la diversité biologique à Montréal,

Rappelant la décision III/23 de la troisième réunion de la Conférence des Parties invitant le Directeur exécutif et le Secrétaire exécutif à élaborer des procédures, faisant un effort pour conclure le 27 janvier 1997, pour le fonctionnement du Secrétariat permanent de la Convention, afin de clarifier leurs rôles et responsabilités respectifs et les rendre plus efficaces,

Reconnaissant que la décision III/23 a souligné que les procédures doivent assurer l'autonomie et l'efficacité de gestion du Secrétariat permanent pour qu'il puisse répondre aux attentes de la Convention et assurer la responsabilité administrative du Secrétaire exécutif devant la Conférence des Parties,

Reconnaissant également que la décision III/23 soulignait que les procédures devaient être conformes au Règlement financier et au statut et règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à la décision I/4 de la Conférence des Parties et doivent, dans la mesure du possible et selon qu'il convient, suivre les accords relatifs au personnel, aux finances et aux services communs convenus entre les Nations unies et la Convention-cadre sur les changements climatiques,

Rappelant la décision IV/17 de la quatrième réunion de la Conférence des Parties dans laquelle elle a approuvé les arrangements administratifs entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Secrétariat de la Convention, figurant à l'annexe III du document UNEP/CBD/COP/4/24, et qui sont entrés en vigueur le 30 juin 1997,

Rappelant le paragraphe 6 de la décision VI/29 qui a accueilli avec satisfaction la décision du Secrétaire général des Nations unies, datée 8 décembre 2000, de faire passer le poste de Secrétaire exécutif du grade D-2 à celui de Secrétaire général adjoint (SGA), conformément au paragraphe 21 de la décision V/22, et appuie la décision du Bureau de la cinquième réunion de la Conférence des Parties approuvant le relèvement du poste de Secrétaire exécutif à celui de Secrétaire général adjoint en avril 2001,

Rappelant la procédure de nomination et d'extension du mandat du poste de Secrétaire exécutif telles qu'elles figurent dans la décision VII/34 qui invite le Président de la Conférence des Parties à consulter le Directeur exécutif en liaison avec le Bureau du Secrétaire général des Nations unies sur les nominations futures, et la décision VIII/10 qui note la nécessité d'un processus transparent et objectif de nomination du Secrétaire exécutif impliquant la Conférence des Parties et son Bureau dans le respect du paragraphe 1 de la décision VI/17, qui mentionne la consultation avec la Conférence des Parties, par le biais de son Bureau, avant la nomination du Secrétaire exécutif et confiant à l'autorité de la Conférence des Parties le soin de déterminer les fonctions et le mandat du Secrétaire exécutif,

Rappelant également les décisions VII/33, VIII/10 et IX/29 dans lesquelles la Conférence des Parties a invité le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Secrétaire exécutif de la Convention à revoir et réviser les arrangements administratifs entre le Programme et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique,

Reconnaissant et respectant la double ligne de responsabilité et de communication du Secrétaire exécutif telle qu'énoncée également dans le bulletin ST/SGB/2006/13 du Secrétaire général selon lequel le Secrétaire exécutif est responsable devant la Conférence des Parties pour la réalisation des programmes, il a également obligation de rendre compte au Directeur exécutif sur les questions administratives et financières conformément aux règlements des Nations unies et du PNUE ainsi qu'aux règles de gestion financière du Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique. Le Secrétaire exécutif jouit d'une autonomie de gestion suffisante pour s'acquitter des tâches que la Conférence des Parties a dévolues au Directeur exécutif,

Décide par la présente d'appliquer les arrangements administratifs révisés à la date d'approbation par la Conférence des Parties :

I. Principe directeur

1. L'accord administratif entre le PNUE et le Secrétariat de la CDB repose sur l'offre du Directeur exécutif datant du 8 juillet 1994 de fournir un appui au secrétariat de la Convention, qui figure dans le document UNEP/CBD/COP/1/9 du 6 octobre 1994, de même que par les décisions pertinentes adoptées par la Conférence des Parties.

II. Arrangements relatifs au personnel

2. Le Secrétaire exécutif sera nommé par le Secrétaire général des Nations Unies comme stipulé dans la décision VII/34 de la Conférence des Parties. Le Secrétaire exécutif sera nommé par le Secrétaire général sur recommandation du Directeur exécutif en consultation avec la Conférence des Parties par le biais de son Bureau, au niveau de Secrétaire général adjoint.

3. Le processus de nomination du Secrétaire exécutif doit être transparent, objectif et impliquer la Conférence des Parties et son Bureau. La Conférence des Parties dispose de l'autorité pour déterminer la durée du mandat du Secrétaire exécutif.

4. Le Secrétaire exécutif est responsable devant la Conférence des Parties et son Bureau de l'exécution du programme et des questions politiques connexes et devant le Directeur exécutif des questions administratives et financières comme stipulé par les règles et règlements des Nations Unies.

5. L'évaluation de la performance du Secrétaire exécutif sera menée conformément pratiques établies des Nations Unies pour les hauts fonctionnaires du niveau Secrétaire général adjoint. La performance du Secrétaire exécutif sera évaluée par le Directeur exécutif du PNUE dans les domaines pour lesquels le Secrétaire exécutif doit communiquer et est responsable devant le Directeur exécutif. Cela peut ne pas couvrir les fonctions du Secrétaire exécutif dans le cadre de l'article 24 de la Convention et des décisions pertinentes de la Conférence des Parties et du Conseil d'administration du PNUE en vertu desquels le Secrétaire exécutif dispose d'autonomie.

6. Les arrangements concernant les soins de santé du personnel du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique feront l'objet d'un accord séparé entre la clinique médicale de Nairobi et l'unité médicale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et seront intégrés à l'annexe I.

III. Arrangements financiers

7. Les arrangements financiers et de services communs seront régis par le Règlement financier et les règles de gestion financière des Nations Unies et du PNUE ainsi que par les règles financières pour l'administration du fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique.

8. La mise en place de fonds d'affectation spéciale pour soutenir la CDB est décidée par la Conférence des Parties, et sera sujette au Règlement financier et aux règles de gestion financière des Nations Unies et du PNUE ainsi qu'aux règles financières d'administration de fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique. Les ressources et dépenses relatives seront comptabilisées sur des comptes séparés qui seront établis par le PNUE à cet effet et seront administrés conformément aux règles et règlements dont il est fait mention plus haut, à l'exception du paragraphe 9 ci-dessous.

9. Aucune réserve opérationnelle ne sera maintenue dans le cadre des budgets de base des comptes de la Convention et de son Protocole étant donné que la réserve du fonds de roulement de la CDB est maintenue et gérée sur ces comptes. Aucune réserve opérationnelle ne sera maintenue sur les autres comptes du fonds d'affectation spéciale.

10. Toutes les contributions à la Convention et ses Protocoles sont déposées aux fonds d'affectation spéciale dont il est fait référence au paragraphe 8 de cet accord et conformément au mandat de ce type de fonds. Le Secrétaire général des Nations Unies dispose de la prérogative d'investir les surplus financiers sur le compte. Le Trésorier des Nations Unies investira donc les fonds dont la CDB n'a pas besoin de disposer immédiatement. Les intérêts obtenus sur les fonds d'affectation spéciale de la Convention et de ses Protocoles seront versés aux fonds d'affectation spéciale concernés.

11. Le PNUE maintiendra, en consultation avec le Secrétaire exécutif, les comptes pour la Convention et ses protocoles, approuvera les paiements au nom du Secrétariat de la CDB, fournira des services de registre de paie, enregistrera les obligations, les décaissements et les dépenses pour toutes les autres transactions et fournira un rapport en temps utile, à jour, de tous les comptes au Secrétaire exécutif conformément aux procédures établies.

12. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière des Nations Unies, le PNUE fournira mensuellement au Secrétaire exécutif l'état à jour des crédits alloués, de la balance et des obligations non réglées. Les comptes définitifs certifiés du PNUE et vérifiés par le Conseil des commissaires aux comptes seront soumis au Secrétaire exécutif pour leur communication à la Conférence des Parties conformément aux règles financières adoptées par celle-ci.

13. Les notifications des contributions dues par les Parties à la Convention et ses Protocoles seront traitées sur la base de la communication du Secrétaire exécutif sur l'approbation du montant de la contribution due par chaque partie.

14. Le PNUE avisera rapidement le Secrétaire exécutif de toute contribution reçue et confirmera également la réception aux Parties.

15. Les budgets de la Convention et de ses Protocoles sont approuvés par la Conférence des Parties. Le Secrétaire exécutif peut engager des ressources uniquement si ces engagements s'intègrent aux budgets approuvés par les différents organes directeurs et dans la limite des ressources disponibles.

16. Un accord de niveau de service entre le Secrétaire exécutif et le Directeur exécutif devra détailler les services du Bureau des Nations Unies à Nairobi et ceux du PNUE dont le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique fera effectivement l'usage et il sera inscrit à l'annexe II.

IV. Remboursement pour services fournis au Secrétariat

17. Tous les fonds d'affectation spéciale établis pour la Convention et ses protocoles sont soumis aux coûts d'appui au programme de 13 pour cent sur les dépenses réelles, sauf accord convenu au cas par cas entre le Directeur exécutif et le Secrétaire exécutif.

18. Les fonds d'appui au programme mentionné ci-dessus seront en partie utilisés pour financer tous les besoins effectifs de l'unité administrative et de l'unité du personnel du Secrétariat de la CDB à Montréal et en partie pour ces services d'appui du PNUE à la CDB. L'allocation de ces fonds sera décrite dans l'accord de niveau de services mentionné au paragraphe 16 ci-dessus.

19. Le PNUE devra rembourser au Secrétariat de la CDB, sur une base annuelle, les coûts administratifs et financiers des activités financées par des fonds spéciaux à contributions volontaires quand ce type de soutien administratif et financier est assuré par le Secrétariat de la CBD, compte tenu des coûts que le PNUE et le Bureau des Nations Unies à Nairobi pourraient encourir, et comme convenu de manière appropriée.

V. Services de conférence et autres services

20. Le PNUE facilitera la coordination et la fourniture des services de conférence pour les sessions de la Conférence des Parties, son Protocole et leurs organes subsidiaires en totale coopération avec le Secrétaire exécutif. Le Directeur exécutif et le Secrétaire exécutif travailleront ensemble à l'identification de moyens innovants de financer ces sessions.

VI. Délégation d'autorité

21. Une délégation d'autorité du Directeur exécutif au Secrétaire exécutif viendra compléter cet accord.

VII. Révision de cet accord

22. Les dispositions de cet accord et leur mise en œuvre peuvent, à la demande d'une des parties, être révisées à tout moment. Une telle demande doit être présentée au moins quatre mois en avance et sera ensuite adressée à la prochaine réunion du Bureau de la Conférence des Parties, ou à la prochaine réunion de la Conférence des Parties, suivant celle qui intervient en premier.

23. Les arrangements administratifs révisés vont remplacer les arrangements administratifs signés le 30 juin 1997 entre le Directeur exécutif et le Secrétaire exécutif et approuvés par la Conférence des Parties à sa quatrième session dans sa décision IV/17.

Fait à Nagoya (Japon)

Achim Steiner

Directeur exécutif

Programme des Nations unies pour
l'environnement

Date : 26 octobre 2010

Ahmed Djoghlaif

Secrétaire exécutif

Secrétariat de la Convention sur la
diversité biologique

Date : 26 octobre 2010

Annexe II

INDICATEURS DE SUCCES ET DE PERFORMANCE DU BUDGET DE PROGRAMME

A. Gestion budgétaire

1. Budget alloué par rapport aux dépenses (pour le Fonds BY)
2. Budget alloué par rapport aux dépenses (pour le Fonds BE)

B. Mobilisation de ressources pour les Fonds d'affectations spéciales BE, BZ et VB

1. Fonds mobilisés pour le Fonds BE pour les activités menées par le Secrétariat
2. Fonds mobilisés pour le Fonds BE pour des ateliers régionaux consacrés au renforcement des capacités
3. Fonds mobilisés pour les Fonds BZ et VB

C. Renforcement des capacités et communication

1. Activités et ateliers de formation dont les ressources proviennent du Secrétariat :
 - a. Nombre de participants
 - b. Nombre de Parties impliquées
 - c. Degré de satisfaction des participants
2. Nombre de publications distribuées
3. Nombre de visites de site Internet
4. Nombre de réunions auxquelles le Secrétariat a participé

D. Autres fonctions du Secrétariat

1. Pourcentage des documents de travail mis à la disposition des Parties dans les langues de travail et dans les délais
2. Pourcentage de séances plénières de la Conférence des Parties où des services d'interprétation sont fournis.